

« L.C.R.L. »

Société par actions simplifiée

6, rue de l'Eglise, L-5819 Alzingen

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Numéro 3977 du 30 décembre 2016

L'an deux mille seize, le trente décembre.

Pardevant Maître **Jean-Paul MEYERS**, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU :

BEAUGENCY ASSET MANAGEMENT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45317,

ici représentée par Madame Caroline RAMIER, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée en date du 29 décembre 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société par actions simplifiée qu'elle déclare vouloir constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit :

TITRE I.- DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

Article 1er.- Dénomination - Forme

1.1. La société adopte la dénomination "**L.C.R.L.**" (ci-après la "Société"). Elle aura pour enseigne commerciale « **Les Compagnons Renovlux** ».

1.2. La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par

les présents statuts (les "Statuts").

Article 2.- Siège social

2.1. Le siège social est établi dans la commune de **Hesperange**. Il peut être transféré en tout autre endroit de la même commune par une simple décision du président.

2.2. Le siège social pourra être transféré dans tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg soit en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant comme en matière de modification des Statuts, soit en vertu d'une décision du président qui peut alors procéder à la modification des Statuts par acte notarié afin de refléter le changement de siège social.

2.3. La Société peut également, par décision du président, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.4. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le président.

Article 3.- Objet

3.1. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise générale de bâtiment, y compris tous travaux de second oeuvre et de finition, ainsi que la réalisation, la mise en valeur et la promotion, l'achat et la vente, la gestion, la maîtrise d'oeuvre et la location d'immeubles bâtis ou à bâtir.

3.2. La Société pourra en outre, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation. La Société peut notamment s'intéresser par voie d'apport ou par toute autre mise de toutes les sociétés ou entreprises ayant en tout ou en partie un objet similaire ou connexe au sien susceptible d'en favoriser le développement ou l'extension.

3.3. La Société pourra également accomplir toute opération d'achat, de vente, de transfert et en général, toute opération de propriété immobilière ou mobilière.

Article 4.- Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

4.3. La Société pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise aux conditions requises pour la modification des Statuts.

TITRE II.- CAPITAL

Article 5.- Capital social

Le capital social souscrit est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,00), représenté par trente mille (30.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune.

Article 6.- Modification du capital social

6.1. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

6.2. Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s). Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, les actions doivent être offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions de même catégorie qu'ils détiennent dans le capital de la Société. Le président doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à quatorze (14) jours à compter de la publication de l'offre au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg. Lorsque toutes les actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée ou tout autre moyen de communication accepté individuellement par leurs destinataires et garantissant l'information communiquée relative à l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou annuler le droit préférentiel de souscription de (des) (l')actionnaires(s) existants aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

6.3. Si à l'expiration de la période de souscription, tous les droits préférentiels de souscriptions offerts à (aux) (l')actionnaire(s) existants n'ont pas été souscrits par ce(s) dernier(s), des tiers pourront participer à l'augmentation de capital, sauf si le président décide que les droits préférentiels de souscription seront offerts aux actionnaires existants qui ont déjà exercé leurs droits durant la période de souscription, proportionnellement au nombre d'actions de même catégorie qu'ils détiennent dans le capital social ; les conditions de souscription sont déterminées par le président. Le président pourra également décider dans ce cas que le capital social pourra être augmenté uniquement par le montant des souscriptions reçues par les actionnaires de la Société.

6.4. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la Loi.

Article 7.- Versements

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le président déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Article 8.- Forme des actions

8.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominative et pour partie au porteur au choix des actionnaires, à l'exception des actions pour lesquelles la Loi impose qu'elles soient nominatives.

8.2 Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

8.3 L'action au porteur est signée par le président ou, s'il y en a, par un directeur. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

8.4. Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire professionnel nommé par le conseil d'administration, qui ne peut pas être un actionnaire de la Société et doit être choisi parmi une liste de professionnels établis au Grand-Duché du Luxembourg. Le dépositaire maintiendra un registre

des actions au porteur, conformément à l'article 42 de la Loi.

8.5. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Article 9.- Cession d'actions

Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la Société.

TITRE III.- ADMINISTRATION - DIRECTION - SURVEILLANCE

Article 10.- Président

10.1. La Société est gérée par un président, personne physique ou morale.

10.2. Dans l'hypothèse où le président est une personne morale, un représentant permanent personne physique doit être désigné et il encourt la même responsabilité que s'il était président, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Article 11.- Pouvoirs du président

11.1. Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée des actionnaires.

11.2. Sans préjudice de l'article 14, le président peut déléguer, quand et lorsqu'il l'estime nécessaire, ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes pour l'exercice de certaines fonctions et l'accomplissement de certains actes.

11.3. En cas de changement de président, de telles délégations de pouvoirs resteront valables jusqu'à ce qu'elles soient révoquées par le nouveau président.

Article 12.- Nomination, révocation et durée du mandat du président

12.1. Le président est nommé par l'assemblée des actionnaires qui détermine sa rémunération et la durée de son mandat, qui peut être renouvelé.

12.2. Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'assemblée des actionnaires adoptée dans

les conditions requises pour une modification des présents Statuts. Cette assemblée peut être convoquée par un des actionnaires avec un préavis de huit (8) jours, sauf en cas d'urgence.

Article 13.- Vacance du poste de président

Dans l'hypothèse où le poste de président deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la démission ou autre, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée des actionnaires.

Article 14.- Directeurs

14.1. Un ou plusieurs directeurs peuvent être nommés par les actionnaires, qui déterminent leur rémunération et la durée de leur mandat, ce dernier pouvant être renouvelé.

14.2. Les pouvoirs des directeurs sont définis dans la décision de nomination et dans la limite des pouvoirs du président.

14.3. Les directeurs peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'assemblée des actionnaires.

14.4. Dans l'hypothèse où le poste de président deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la démission ou autre, les directeurs demeurent en fonction jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

14.5. Lorsque la Société comporte un président et un ou plusieurs directeurs, toute référence au « président » devra être entendue comme une référence aux « président et aux directeurs » selon le contexte.

Article 15.- Conflit d'intérêts

15.1. Lorsque le président a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société à l'occasion d'une opération qu'il est en droit de décider, il en est fait mention dans le procès-verbal de l'opération. Il est spécialement rendu compte d'un tel conflit d'intérêts à la prochaine assemblée des actionnaires avant tout vote sur d'autres résolutions.

15.2. Lorsqu'un directeur a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société à l'occasion d'une opération, la décision est prise par le président et il en est fait mention dans le procès-verbal y afférant.

15.3. Les règles régissant le conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du président ou du directeur se rapporte à des opérations courantes, conclues dans des conditions normales.

Article 16.- Engagement de la Société vis-à-vis des tiers

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toutes circonstances par (i) la signature individuelle du président ou (ii) par la signature d'un des directeurs, s'il y en a, ou (iii) par la signature individuelle ou la signature conjointe de toutes personnes auxquelles un tel pouvoir de signature aura été délégué par le président ou les directeurs dans les limites de cette délégation.

Article 17.- Commissaire

17.1. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

17.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années. Le mandat est renouvelable.

17.3. Tout commissaire peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale.

17.4. Si l'assemblée générale de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises telle que modifié, l'obligation de nommer un commissaire est supprimée.

TITRE IV.- DECISIONS DES ACTIONNAIRES

Article 18.- Décisions collectives des actionnaires

18.1. L'assemblée des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs, ou toute autre réorganisation similaire ;
- dissolution ;
- transformation en une société d'une autre forme ;
- nomination ou révocation des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du président ;
- nomination, rémunération, révocation des directeurs ;
- approbation des comptes annuels ;
- répartition et distribution de bénéfices ou autres réserves disponibles ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;

- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;

- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.

18.2. Les pouvoirs qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale par la Loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du président.

18.3. Chaque actionnaire peut participer à des décisions collectives indépendamment du nombre d'actions qu'il détient.

18.4. Dans le cas où les droits de vote d'un ou de plusieurs actionnaires sont suspendus conformément à l'article 18, ces actionnaires ont le droit de recevoir des résolutions écrites des actionnaires (à titre d'information seulement) et peuvent assister à toutes assemblées générales mais les actions qu'ils détiennent ne sont pas prises en compte pour la détermination des conditions de quorum et de majorité à respecter aux assemblées générales de la société ou pour déterminer si une résolution écrite a été valablement adoptée.

18.5. Les décisions collectives des actionnaires peuvent être valablement adoptées par voie de résolutions écrites, à l'exception des propositions de modification de ces Statuts. A cet effet, chaque actionnaire recevra le texte intégral des résolutions à adopter et votera par écrit. Les actionnaires informeront le président de leur vote par courrier, courrier électronique ou télécopieur dans les huit (8) jours de la notification du texte des résolutions proposées.

18.6. Dans le cas d'un actionnaire unique, cet actionnaire exerce les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires en vertu des dispositions de la section IVbis de la Loi et des présents Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite ici à « l'assemblée des actionnaires » devra être entendue comme une référence à « l'actionnaire unique », selon le contexte et le cas échéant, et les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires seront exercés par l'actionnaire unique.

Article 19.- Assemblées des actionnaires

19.1. L'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le troisième jeudi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

19.2. Les assemblées des actionnaires sont convoquées par le président par tous moyens avec un préavis de huit (8) jours ou tout autre délai plus court tel qu'il sera justifié par le président dans la convocation et pourra se tenir en tout lieu et heure tel que précisé dans la convocation à cette assemblée.

19.3. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et ont renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée des actionnaires pourra être tenue sans convocation préalable.

Article 20.- Quorum, majorité et vote

20.1. Chaque action donne droit à une voix à chaque assemblée générale des actionnaires.

20.2. Sous réserve de dispositions plus strictes des présents Statuts ou de la Loi, les décisions prises en assemblée d'actionnaires dument convoquées sont adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés quelle que soit la portion du capital représentée.

20.3. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

20.4. Les actions pour lesquelles les droits de vote ne pourraient être exercés en vertu de conventions particulières ne seront pas prises en compte, dans quelque situation que ce soit.

20.5. Un actionnaire peut agir à chaque assemblée générale des actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non.

Article 21.- Modifications des statuts

Toute modification des Statuts requiert la majorité simple des votes valablement exprimés quelle que soit la portion du capital représentée, à l'exception des hypothèses dans lesquelles le président a les pouvoirs de modifier les Statuts dans les matières non réservées à l'assemblée des actionnaires.

Article 22.- Changement de nationalité

Les actionnaires peuvent changer la nationalité de la Société par une résolution de l'assemblée des actionnaires adoptée dans les conditions requises pour une modification des Statuts.

TITRE V.- ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES

Article 23.- Année sociale

23.1. L'année sociale commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente-

et-un (31) décembre de chaque année.

23.2. Le président établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Article 24.- Répartition de bénéfices

24.1. Chaque année cinq pour cent (5%) au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

24.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

24.3. Le président peut procéder au paiement d'acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la Loi.

TITRE VI.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 25.- Dissolution, liquidation

25.1. En cas de dissolution de La Société, conformément à l'article 4.3 des Statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

TITRE VII.- DISPOSITION GENERALE

Article 26.- Disposition générale

La Loi et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1.- A titre transitoire, le premier exercice social débute le jour de la constitution et prend fin le 31 décembre 2017.

2.- La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2018.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante

déclare souscrire aux trente mille (30.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune au moyen d'un apport en numéraire.

Les actions ont été partiellement payées en numéraire à concurrence de 25%, de sorte que la somme de sept mille cinq cents euros (EUR 7.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

DECLARATION

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, et en constate expressément l'accomplissement.

ESTIMATION DES FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille trois cents euros.

À l'égard du notaire instrumentant, tous les dirigeants et donneurs d'ordre y compris les fondateurs comparants sont tenus solidairement quant au paiement de tous frais et honoraires résultant du présent acte, ce qui est expressément reconnu par ces derniers.

RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Et immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les décisions suivantes :

1.- Est nommé aux fonctions de président pour une durée de six (6) ans, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022 :

Monsieur **Pierre-Henri NAUD**, électricien, né le 14 décembre 1966 à Metz (France), résidant au 4bis, rue Richelieu à F-57000 Metz (France).

2.- Est appelé aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022 :

LEXINTERVEST LTD, une *limited company* de droit anglais, ayant son siège social au 788-790 Finchley Road, NW11 7TJ Londres, Royaume-Uni, immatriculée au registre des sociétés en Angleterre et au Pays de Galles sous

le numéro 8829810.

3.- L'adresse de la Société est fixée au 6, rue de l'Eglise, L-5819 Alzingen, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte.

Passé à Esch-sur-Alzette;

Les jour, mois et an qu'en tête des présentes;

Et après lecture, le mandataire de la partie comparante prémentionnée, connu par le notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

/signé/ C. Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 janvier 2017

Relation : EAC/2017/274

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur / signé / Amédé SANTIONI

Esch-sur-Alzette, le 3 janvier 2017.